

T2137-489-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 489

JEUDI 26 MAI 1983

8,00 F



DROITE
LA CHIENLIT
DANS LA RUE



Fop. 2520

FÊTE ANARCHISTE A AMIENS

Les 25 et 26 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens (FA). Pendant ces deux journées, se succéderont musique, films, théâtre, animation. Comme les précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Moutières. Tous ceux qui sont intéressés pour y participer peuvent nous contacter.

Boîte postale n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Radio-Libertaire met à votre disposition cet autocollant. Deux types d'autocollants pour une même illustration. Un autocollant voiture, qui se colle sur la vitre, de l'intérieur, vous savez comme les vignettes ! Un autocollant sur vinyl blanc qui se colle comme un autocollant normal.

Autocollant voiture : 8 F l'unité ; autocollant vinyl : 6 F l'unité. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11°. Précisez bien « voiture » ou « vinyl ».



Les trois autocollants ci-dessus ont été édités par le groupe de la FA du 11^e arrondissement de Paris, en soutien à Radio-Libertaire. Prix : 1 F l'unité ; 20 F les cinquante.

COMMUNIQUÉS

• En vue d'une rencontre des libertaires du Puy-de-Dôme et de l'Allier au mois de juin, nous demandons aux lecteurs du ML et aux sympathisants du groupe de Moulins d'écrire soit aux RI soit à l'Association pour une culture libertaire, BP 49, 03400 Izeure.

• Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Pour engager un combat quotidien. Afin d'instaurer les fondements de notre organisation à Nice. Si le fédéralisme et la lutte contre l'Etat sont tes projets, n'hésite pas à prendre contact avec les RI qui transmettront.

• Un groupe est en formation à Gray (70 - Haute-Saône). Les libertaires de la région intéressés pour travailler avec lui peuvent écrire aux RI qui transmettront.



Affiche éditée par le secrétariat de Radio-Libertaire. Prix : 5 F l'unité, en soutien à R.-L. ; 0,50 F à partir de dix exemplaires. Format : 90 x 63.

Le numéro 4 (du mois de mars) de *Drapeau noir*, journal du groupe de Besançon, est là ! Tout chaud, bourré de contre-informations sur Besançon et sa région. Il est gratuit (pour un envoi postal joindre 2,20 F en timbres).

ROCHFORT

Le jeudi 2 juin, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : *Non aux accords Henu/Savary, non à la symbiose armée-éducation, non à la militarisation.*

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11^e (m^o République), tél. : 805.34.08.

Rédaction-Administration 145, rue Amelot Paris 11^e Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - Publ Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Liste des groupes et liaisons de la FA

PROVINCE

- AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
- ALLIER : MOULIN
- ARDECHE : AUBENAS
- AUDE : NARBONNE
- B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
- CALVADOS : CAEN
- CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT
- CÔTE D'OR : DIJON
- DOUBS : BESANCON
- FINISTERE : BREST - QUIMPER
- GARD : GROUPE DU GARD
- GIRONDE : BORDEAUX
- HAUTE GARONNE : TOULOUSE
- NORD - TOULOUSE SUD
- HAUTE-SAONE : GRAY
- HERAULT : BEZIERS
- ILE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- LOIRE : SAINT-ETIENNE
- LOT-ET-GARONNE : AGEN
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MANCHE : CHERBOURG
- MARNE : REIMS
- MORBIHAN : PLUVIGNER
- MOSELLE : METZ
- NORD : LILLE
- OISE : BEAUVAIS - CREIL - PONT-SAINTE-MAXENCE
- ORNE : FLERS - LA FERTE-MACE
- RHONE : LYON
- SARTHE : LE MANS
- SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
- SOMME : AMIENS

VAR : GROUPE REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
YONNE : AUXERRE

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
- FRESNES-ANTONY
- ORSAY
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN

BANLIEUE EST
- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY, DRANCY

BANLIEUE OUEST
- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD
- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- EPINAY-SUR-SEINE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
- LIAISON DES POSTIERS
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON DES CHEMINOTS

LIAISONS

- NORD : Noyon, Valenciennes.
- EST : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-Saône, Belfort-Montbéliard.
- ILE-DE-FRANCE : Maule, Brunoy, Mantes-la-Ville.
- OUEST : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême, Lorient, Côtes-du-Nord.
- CENTRE : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord Haute-Loire.
- SUD, SUD-OUEST : Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Canne-La Bocca, Lot.
- RHÔNE-ALPES : Chambéry.
- CORSE : Ajaccio.
- GUADELOUPE : Gourbeyre.

sommaire

PAGE 2 Activités des groupes FA	PAGE 8 Les rencontres libertaires internationales. Edmond Maire : un peu d'huile entre les deux blocs ? Nouvelle-Calédonie : de nouveaux affrontements
PAGE 3 En bref Activité du comité contre l'accord Henu/Savary d'Angoulême Léo Ferré à Beauvais Lettre ouverte à M. Jospin	PAGE 9 Informations internationales
PAGE 4 Réforme du service national Le changement et l'armée Le journal « Le Monde » et le protocole Henu/Savary	PAGE 10 Notes de lecture pédagogie coopérative
PAGE 5 Le véritable rôle du surgénérateur Vers la désertification de la Picardie ?	PAGE 11 L'armée est partout, invités de R.-L.
PAGES 6 et 7 Le mouvement libertaire dans l'Allier au début du siècle.	PAGE 12 Du rousou dans les universités françaises Prudence est mère de sécurité

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805-34-08

TARIF

	France	Sous plus fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom _____ Prénom _____
N _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
à partir du N _____ (inclus) Pays _____

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Règlement à joindre au bulletin

Chèque postal Chèque bancaire Mandat arria
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande en 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

COMMUNIQUÉ

• Dans un communiqué, Amnesty international affirme posséder des témoignages détaillés sur des tortures systématiquement faites sur des prisonniers politiques chiliens. Le CNI (Central nacional de informaciones, police secrète chilienne) emploierait plusieurs personnalités médicales dans ce travail.

• Ramassis d'informations sur la militarisation est en préparation pour le mois de juin, et est toujours édité par le Collectif d'objecteurs tarnais. En attendant, il a édité un autocollant (reprise du dessin de Cabu sur le panneau de signalisation et le militaire) au prix de 10 F l'unité ; 60 F les dix exemplaires, 35 F les quinze (frais de port compris). Pour tous renseignements et commandes : APEL, 26, rue Camboulives, Albi.

• Un camping sera organisé à Carnet pour cet été, à partir du 1^{er} juillet. Ce camping, gratuit, a pour but de sensibiliser sur le projet d'implantation d'une centrale nucléaire près de Carnet. Durant cette période, de nombreuses activités seront proposées (canoë, soirées vidéo-cinéma, soirées cabaret et pêche). Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au (40) 27.57.47.

• Mary Reid, en soutien à l'action de protestation engagée par Steven King à la prison de Fresnes, a commencé une grève de la faim le 10 mai 83. Elle demande pour son compagnon et elle-même le statut de prisonnier politique. Ce qui implique d'autres conditions de détention.

• Sur le thème « Contre la militarisation de l'objection », un rassemblement national d'objecteurs antimilitaristes s'est tenu à Villeurbanne les 14 et 15 mai 83. Afin de montrer leur refus au nouveau statut des objecteurs (les conditions d'octroi du statut sont laissées au bon vouloir du ministre de la Défense ; le rejet de la demande est sans appel ; la durée du service civil est maintenue à deux ans ; les objecteurs peuvent à tout moment rejoindre l'armée ; la réciproque est interdite ; les objecteurs sont soumis au code du service national), afin de répondre collectivement contre la militarisation de l'objection : des objecteurs — au service civil — font grève du mardi 24 mai au vendredi 27 mai. Pour toute information, prenez contact : Christian Debroye, hôtel Davin, Charnes, 26260 Saint-Donat, tél. : 16 (75) 45.64.59.

• La deuxième Union régionale de la CNT organisée à son local, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e, le samedi 28 mai, à 15 h 30, une conférence-débat ayant pour thème : *Nestor Makhno et la makhnovitchina*, animée par Alexandre Skirda.

• A l'occasion du congrès national de l'Association des bibliothécaires français à Saint-Brieux, les 7, 8 et 9 mai 83, Amnesty international a lancé un appel à la solidarité des bibliothécaires en faveur de quatre de leurs collègues prisonniers d'opinion : Anna Mykhailenko (ukrainienne arrêtée en 1980, internée de force à l'hôpital psychiatrique « spécial » de Kazan URSS) ; Vladimir Poresh (arrêté en 1980, condamné à cinq ans de camp de travail forcé à Perm — URSS) ; Liping Liu (arrêté en 1981, détenu sans inculpation ni jugement) ; Ewa Kubasiewicz (condamnée pour activités syndicales et deux jours de grève à dix ans d'emprisonnement en Pologne).

LA réforme du service national s'inscrit dans la ligne des précédentes mesures du gouvernement socialiste et communiste, c'est-à-dire à l'étatisation de plus en plus accrue de toutes les sphères de la société.

Ainsi, après notamment la loi sur la décentralisation, les réformes de l'enseignement, la hausse des impôts, les lois Auroux, l'emprunt obligatoire et l'interdiction des dernières radios libres, l'Etat entreprend aujourd'hui une transformation notoire du service national. Le volontariat et l'accession plus ample des femmes à l'armée ne servent qu'à cacher le véritable fond du problème, à savoir un contrôle plus poussé des individus et l'aménagement de cette armée en un vaste parking pour jeunes chômeurs.

Quant à la loi sur l'objection de conscience, elle se voit renforcée par les socialistes. Non seulement le temps imparti au service civil est maintenu, mais surtout les objecteurs qui s'insoumettront iront bientôt, au rythme de la répression entamée, rejoindre durant deux ans les geôles françaises, devenant des exclus de fait de la société.

La Fédération anarchiste dénonce ces nouvelles réformes qui vont à l'encontre des droits élémentaires de l'homme et continuera à mener son combat contre toute armée, qu'elle soit populaire ou libérale.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Activité du comité contre l'accord Henu/Savary d'Angoulême

A l'initiative des militants angoumoisins de la Fédération anarchiste, s'est constitué, début avril 83, un CLAPHS (Comité de lutte pour l'abrogation du protocole Henu/Savary). Celui-ci a très rapidement regroupé une quinzaine de personnes, essentiellement des lycéens, sur la base du tract national.

Son objectif est l'information ; information dirigée vers les élèves et les enseignants, à partir d'un contrat direct et de la diffusion du tract et du texte du protocole. Parallèlement, les organisations politiques et syndicales ont été interpellées et invitées à prendre publiquement position et à agir à leur niveau spécifique.

Le comité s'est gardé de devenir un cartel d'organisation, en privilégiant l'adhésion à titre individuel. L'ouverture n'en est que plus importante : parents, enseignants, élèves s'y trouvent plus à l'aise, sans la crainte de se faire manipuler par un parti. Pour anecdote : certains furent ainsi échaudés, à commencer par le PSU. Bien évidemment, chacun se réjouirait que la section locale du PSU se prononce contre le protocole en prenant publiquement position, en menant le débat en son sein et en interpellant son ministre solidaire du gouvernement. Mais dès lors qu'il n'était pas question d'accepter l'adhésion d'organisations dirigistes, nous n'avons plus entendu parler de nos « bons camarades autogestionnaires ». Par ses méthodes libertaires, le comité peut regrouper bon nombre de personnes sensibilisées par ce problème précis de l'entrée de l'armée à l'école, ainsi que, bien sûr, les anarchistes et les antimilitaristes.

Après un mois d'existence, le comité a organisé une réunion publique. Une centaine de personnes s'y sont rendues. Beaucoup ont découvert le contenu du protocole et même son existence, y compris dans le milieu enseignant. Les per-

sonnes présentes, à travers une critique serrée de l'accord Henu/Savary, ont dénoncé la militarisation croissante de l'école et de la société.

A l'issue de cette réunion, des enseignants, des étudiants ont communiqué leurs coordonnées : en vue de continuer la mobilisation dans leur secteur respectif, offrant ainsi la possibilité de sortir l'information du cadre restreint de la ville d'Angoulême, pour l'amener au niveau départemental ; le comité évoluant ainsi vers un rôle de coordination et de soutien logistique. Parallèlement, s'ébauche la possibilité d'une coordination lycéenne, laquelle d'ores et déjà risque de dépasser le cadre du protocole pour mener une réflexion plus globale sur la militarisation.

Conscients de la nécessité de replacer le protocole dans le contexte politico-économique actuel tant au plan intérieur qu'international, les militants angoumoisins de la Fédération anarchiste se fixent aujourd'hui comme tâche d'impulser cette réflexion au sein du comité. Celui-ci ne peut guère qu'y gagner en cohérence et en crédibilité contre un Etat qui est loin d'avoir épuisé toutes ses ressources pour nous contraindre à l'union sacrée.

Liaison Angoulême



Editorial

DIX ans d'âge, mais sans faiblesse ; la dictature chilienne est restée bien vivace. Il aura suffi d'une rafle géante samedi 14 mai dans les quartiers populaires de Santiago pour nous la remettre en mémoire. Plus de deux mille personnes interpellées et parquées dans des stades sous des prétextes fallacieux. L'opération permit l'arrestation de trois cents personnes, parmi lesquelles les dirigeants syndicaux qui avaient appelé à la manifestation du 11 mai.

Les répressions ne cèdent pas et le fascisme aux couleurs de la Pologne ne s'en laisse pas conter. Jeudi 12 mai, des militaires interpellent un jeune homme éméché à la sortie d'un bar ; c'est le passage à tabac et la mort dans les heures qui suivent. Aveugle, la répression polonaise ? Non. La mère de Grzegorz Saduwska est bien connue des services de Jaruzelski comme militant au sein d'un comité d'aide aux détenus.

Moins spectaculaires qu'à leurs débuts, ces dictatures n'en sont pas moins alarmantes ; elles persistent et signent. Le pouvoir pour quelques heures ? Allons donc, pour le bien du pays ou de celui du peuple, c'est le pouvoir pour le pouvoir, banal et totalitaire. Pourtant, les déclarations de principe ne font pas défaut. Il y a quelques années, Pinochet s'est autorisé quelques folies, à peu de frais il est vrai, en se faisant élire à 90% des voix. Les fascismes les plus endurcis ont leurs velléités de démocratie, il faut savoir qu'à l'autre bout du tunnel marxiste nous est offerte la promesse d'une société sans Etat. Avez-vous déjà vu des Etats suicidaires et des polices se dissoudre dans l'inaction, d'elles-mêmes ?

« Tout pouvoir tend à persévérer dans son être » (Spinoza). De manière lucide, et sans effroi, ce monsieur rien moins qu'anarchiste a, en son temps, réglé leurs comptes aux idéologies mensongères et meurtrières.

LÉO FERRÉ À BEAUVAIS

LE mercredi 11 mai, deux associations de Beauvais et le groupe local ont organisé un spectacle avec la participation de Léo Ferré, qui n'était pas passé dans cette ville depuis dix ans, spectacle qui connut un franc succès.

L'Association pour la promotion de l'autogestion et l'Association d'expression créative, affiliées à la Ligue de l'enseignement, ont pu ainsi atteindre leurs deux objectifs :

- se faire connaître du public beauvaisien, en mettant en avant nos capacités d'organisation dans la diffusion de spectacles ;
- réaliser un bénéfice financier qui sera réparti entre les deux associations et le groupe anarchiste, qui pourront ainsi poursuivre leurs actions.

Dans le hall du théâtre, nous avons présenté une exposition sur nos réalisations : ciné-club, que nous voulons coopératif, atelier de peinture, sculpture pour enfants de cinq à sept ans.

Le spectacle, qui n'a pu être réalisé qu'avec la solidarité de toute la Fédération nous a confortés dans notre analyse du rôle des libertaires : la population ne voit que ce qu'on fait concrètement pour elle, et c'est le sens de notre militantisme associatif.

Dans l'un des numéros du mois de mars du *Monde libertaire*, nous stigmatisions le spectacle organisé par Dassault, avec Chantal Goya, à coup de millions, pour promouvoir les thèses de droite.

Plus modestement, par le bénévolat et la gestion collective, nous avons voulu, avec un artiste de talent, défendre nos propositions qui, elles, visent à la destruction de tous les parasites sociaux.

Laurent (groupe de Beauvais)

Lettre ouverte à M. Jospin

Lettre ouverte à M. Lionel Jospin, Premier Secrétaire du Parti socialiste,

Monsieur,

Face aux problèmes posés par l'application du plan de fréquences rendu public par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, le 6 mai 1983, excluant Radio-Libertaire et de nombreuses autres stations, le secrétariat aux Relations extérieures de la Fédération anarchiste demandent à rencontrer le Bureau national du Parti socialiste.

Autour de Radio-Libertaire, nous souhaiterions aborder le thème du pluralisme sur les ondes, thème aussi cher aux socialistes qu'aux anarchistes.

Nous vous proposons que cette réunion se tienne durant la première semaine de juin.

Nous vous prions d'accepter, monsieur, l'expression de nos sentiments libertaires.

Le Secrétariat aux Relations extérieures
de la Fédération anarchiste

RÉFORME DU SERVICE NATIONAL

L'UNDI 16 mai, l'Assemblée nationale a entamé le débat portant sur le projet gouvernemental de loi modifiant le code du service national. Réformette ou texte transitoire, qui doit encore être accepté par le Sénat, ce projet remet aux calendes grecques l'étude d'une « évolution plus profonde du service national ». En effet, ce texte répond surtout aux besoins immédiats du gouvernement : obtenir une loi plus libérale concernant l'attribution du statut d'objecteur afin de régler par la répression le problème de l'insoumission et de la désertion au service civil ; tester un système de volontariat prolongeant le service national afin d'aboutir si réussite à une réduction à six mois de celui-ci ; renforcer le corps des auxiliaires de la gendarmerie.

Ceux qui attendaient une réforme du contenu du service national ou sa réduction à six mois, comme promis, par les socialistes au moment des élections doivent être déçus. Je connais des gauchistes cocufiés par le PS, qui méditent actuellement la phrase porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo : « L'important, ce ne sont pas les paroles, ce sont les actes. » Les lecteurs du *Monde libertaire* ne seront pas surpris car dans les colonnes de ce journal, il y a longtemps que nous indiquons que les promesses socialistes s'envolent comme feuilles au vent, et que seuls les imbéciles pouvaient y croire.

Quoi qu'il en soit, examinons plus en détail les principales dispositions du texte de loi :

- abaissement à 18 ans de l'âge d'appel au service national, incorporation donc entre 18 et 23 ans, au lieu de 19 ans et demi à 22 ans ;
- possibilité de prolonger le service de quatre à douze mois supplémentaires pour ceux qui seront volontaires ;
- accession des femmes volontaires à toutes les formes du service national, et dans tous les corps de l'armée ;
- modifications du statut d'objecteur de conscience :

- libéralisation des conditions d'obtention ;
- possibilité d'exercer une activité syndicale ou politique ;
- suppression de la Commission juridictionnelle ;
- suppression de l'article L50 réprimant toute propagande ou information vis-à-vis du statut.

La durée du service national est maintenue à douze mois, celui des objecteurs à deux ans ; le service civil est bien sûr préservé, ainsi que la période limitée de demande du statut.

Ces dispositions ont obtenu comme on peut l'imaginer l'aval des députés de droite ; Bigeard se félicitant de la plupart des modifications, Bouvard (UDF) déclarant : « l'essentiel est préservé et nous reconnaissons certaines mesures comme positives ». Le cirque

démocratique a atteint à cette occasion des sommets de bouffonnerie puisque les députés de l'opposition étant plutôt favorables au projet se sont soit abstenus, soit ont voté contre ; tandis que ceux du PS et du PC contestant et grognant ont apporté finalement une massive approbation.

Toutes les mesures adoptées, à l'exclusion de celles en rapport avec l'objection de conscience, ne répondent qu'à une seule finalité : encourager le plus grand nombre de jeunes à effectuer un service plus long et à contracter un engagement. Ce souhait de résoudre la question du chômage par l'augmentation de la durée du service militaire apparaît clairement au cours des débats. Les mesures modifiant le statut d'objecteur de conscience répondent à un autre besoin : présenter un statut « plus démocratique », sans risque de porter atteinte au service national, afin de préparer une répression plus efficace envers ceux qui refuseront ces libéralités socialistes. Et l'on peut déjà prévoir que les insoumis ou les déserteurs objecteurs seront durement châtiés. Nouveauté dans la répression, les tribunaux pourront décider le retrait du statut aux personnes condamnées pour insoumission ou désertion, ce qui permettra, si elles persistent dans leur position, de les recondamner pour insoumission totale. Bravo ! Question subsidiaire : quelle sera en définitive la durée de leur emprisonnement : un an, deux, trois ou jusqu'à l'âge légal où ils ne seront plus soumis aux obligations du service national, soit cinquante ans !

Les dispositions « libérales » risquent rapidement d'apparaître en fait plus autoritaires et plus répressives, que ce qui existait auparavant. En effet, si la Commission juridictionnelle est supprimée, la demande de statut doit être maintenant adressée au ministre des Armées. (Quels seront dans l'avenir ses critères de refus ?) Même si aujourd'hui l'accep-

tion est automatique, considérant que la durée plus longue du service constitue une sélection efficace, qu'en sera-t-il demain ? Possibilité d'exercer une activité syndicale ou politique, oui, mais en dehors des heures de service et hors des lieux où les objecteurs sont employés. D'ores et déjà la limitation est importante ; de plus, la distinction risque de devenir subtile à effectuer et sera de toute façon source de conflits. Les objecteurs accomplissant le service civil demeureront des employés privés des droits élémentaire. des salariés ; l'exercice du droit de grève étant incompatible avec l'accomplissement de leurs obligations.

Ne nous leurrions pas, le gouvernement est prêt à réprimer afin de résoudre le problème de l'insoumission aux affectations, et pour obtenir un service civil conforme à ses projets, où les objecteurs, bien encadrés, serviront à effectuer à moindre coût des besoins refusés par des salariés, ou non rentables dans une conception salariale. L'évolution prochaine de l'objection, et de l'objection-insoumission en tant que forme de lutte antimilitariste dépendra de la volonté des réfractaires au service national d'affronter la répression, de la nôtre aussi de les soutenir dans leur combat. N'oublions pas que de toute façon l'application de ces mesures « libérales » et leur évolution dépendront des rapports de force que les objecteurs pourront ou sauront créer entre eux et leur ministère de tutelle, vis-à-vis des tribunaux, et face à leur encadrement au sein des affectations.

Sinon, à court terme, les réfractaires seront sévèrement poursuivis et, à plus long terme, on constatera une disparition de cette forme de lutte, permettant ainsi au gouvernement de récupérer à son profit l'objection de conscience.

P. BEDOS
(groupe Sacco-Vanzetti)



Texte adressé au journal *Le Monde* dans le cadre de la publicité payante, et refusé par la direction.

Pas d'armée à l'école

Devant l'incurie d'une presse muselée et aux ordres, dans sa majorité, nous en sommes réduits à vous tenir au courant, ici (moyennant finances) de ce qu'une information honnête aurait dû vous faire connaître gratuitement.

Depuis l'inqualifiable accord Henu/Savary (signé le 23 septembre 1982), touchant la militarisation de l'enfance, à l'instar des pays totalitaires de tous les continents, nous nous élevons contre une pareille mesure dans un tract signé par une quarantaine d'organisations les plus diverses et diffusé aujourd'hui à 350 000 exemplaires.

Nous avons décidé, pour intensifier notre lutte, de tenir une semaine d'information du 15 au 21 mai, à travers toute la France, dont les initiatives sont laissées à chacun des col-

lectifs géographiques qui se sont constitués spontanément contre la symbiose « armée-école ».

Sont invités à se joindre à nous tous ceux qui considèrent qu'il ne saurait y avoir de rapport entre l'institution militaire dont le but est d'obtenir de l'individu sa démission d'homme et son obéissance aveugle, et l'école dont le rôle est, tout au contraire, de favoriser l'autonomie et la responsabilité humaine en éveillant l'esprit critique.

L'intrusion de l'armée dans les écoles est une atteinte à la neutralité scolaire et, plus encore, au respect dû à l'enfance.

Exigeons l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary.

Les Amis de Louis Lecoin, l'APRI, Autogestion distributive, CLICAN, CNT Le Havre, COT Albi, Avis de Recherche, ELAN, Fédération anarchiste, Fraction pacifiste de SAT-Esperanto, Libre Pensée, SGEN-CFDT Créteil, Société des amis d'André Lorulot, Union des anarchistes, Union pacifiste de France, Union des travailleurs communistes libertaires.

10/12 rue des Fossés Saint-Jacques
75005 Paris

Le changement et l'armée

LES normaliens de l'Ecole normale des instituteurs de Quimper viennent d'apprendre, lundi 25 avril, que l'armée offrait un voyage de deux jours, tous frais payés, pour aller visiter une école de sous-officiers et la base de missiles nucléaires du plateau d'Albion, et ceci à deux ou trois volontaires.

Cette démarche entre dans le cadre du protocole d'accord signé entre les ministres de l'Education et de l'Armée le 7 septembre 1983. Cela concorde également avec les déclarations de M. Henu : « L'armée va intensifier ses contacts avec les enseignants, les proviseurs et les élèves instituteurs au cours de l'année 1983 ».

C'est évidemment inacceptable. Selon un responsable de l'Ecole normale, c'est la première fois, à sa connaissance, que ce genre d'opération a lieu avec des élèves instituteurs. La symbiose étend insidieusement ses ramifications, une à une, en prenant son temps, sûre de la force que lui donne l'appui du gouvernement. Car il faut noter une chose très importante : la gauche ne fait pas ce que la droite n'a pas pu faire. A l'armée bourgeoise elle oppose l'armée populaire de Jaurès. Ce qui n'est vraiment pas mieux. Et cela explique très bien toutes les mesures gouvernementales par rapport à l'armée, aux antimilitaristes, à la recherche, aux ventes d'armes, à la politique extérieure... C'est logique, la gauche étant au pouvoir et représentant le peuple : l'armée est celle du peuple. Il n'y a donc plus à s'en méfier, mais au contraire à s'y intéresser, à s'informer, à y participer, à la soutenir !

Seulement voilà, est-ce bien l'armée du peuple ? Je veux dire : le peuple est-il bien au pouvoir ? Décide-t-il de l'organisation économique (production, consommation, répartition) décide-t-il de son organisation sociale et politique ? Ou plutôt n'est-ce pas un gouvernement qui s'occupe de cela à sa place ?

De plus, l'armée n'a-t-elle pas été créée pour défendre une certaine accumulation de richesses par certains contre d'autres ? N'a-t-elle pas pour fonction de sauvegarder cette domination d'un petit nombre sur tous les autres ?

L'armée n'est qu'un moyen de défense d'un système basé sur l'inégalité, la rivalité, l'inimicé entre les individus et les peuples. Son existence même s'oppose à des relations égalitaires de réciprocité, d'entraide, de vie. A ce titre, elle n'a rien à faire avec l'école, ni avec quoi que ce soit.

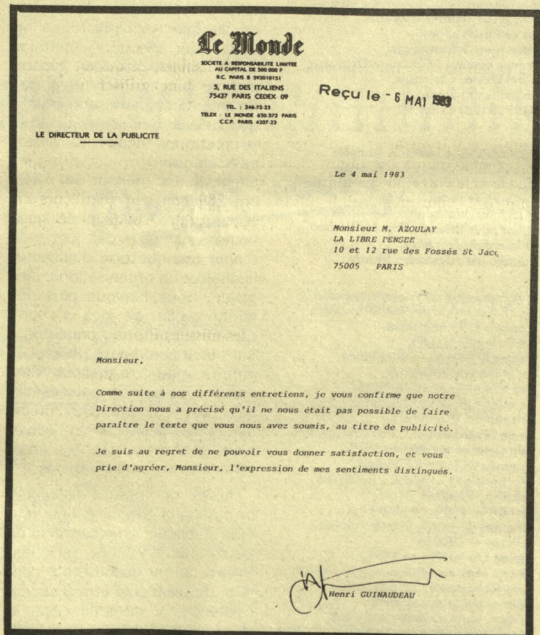
La lutte contre le protocole d'accord n'est qu'un des multiples chemins pour arriver à un monde où l'enfant soit reconnu en tant que tel, où il puisse développer librement son esprit critique, la totalité de sa personnalité.

Pour cela, il est nécessaire de remplacer ce système économique inégalitaire et cette organisation politique autoritaire, hiérarchisée et centralisée. Et cela, bien évidemment, aucun gouvernement ne peut le faire !

Jacques
(groupe « l'oiseau des tempêtes » de Quimper)

LE JOURNAL « LE MONDE » ET LE PROTOCOLE HENU/SAVARY

Lors de la conférence de presse organisée le 11 mai 1983 dans les locaux de la Libre-Pensée par le Collectif parisien pour l'abrogation du protocole Henu/Savary, un texte a été remis aux participants ; texte révélateur de la censure pratiquée par la presse, même celle qui prétend à l'objectivité.



Le véritable rôle du surgénérateur

Le candidat à la présidence Mitterrand était de ceux qui ont signé la pétition émanant de vingt-deux organisations, qui s'élevait contre la surgénération. Or, le président Mitterrand (appréciez la nuance) n'a rien fait contre, au contraire. Ce même Mitterrand déclarait le 18 juin 1981 au correspondant du *Washington Post* : « Dans ce genre de choses, la meilleure garantie, c'est qu'il n'y ait rien de secret et que s'exerce le contrôle de l'opinion publique elle-même. » Eh bien soit, mais pour que ce contrôle puisse s'exercer en pleine connaissance de cause, nous devons apporter ici des précisions que l'on s'est bien gardé de nous donner par ailleurs.

Il importe, avant tout, de présenter brièvement les différentes possibilités d'obtenir de l'électricité à partir de l'atome. La première filière est celle du réacteur graphite-gaz qui peut être chargé en fonctionnement. Son cœur est constitué d'un bloc de graphite percé de milliers de canaux dans lesquels sont empilés des tubes d'uranium 235. La réaction en chaîne qui s'y déroule libère beaucoup de chaleur, laquelle fait passer l'eau des canalisations à l'état de vapeur, laquelle, pressurisée, entraîne une turbine, qui entraîne un alternateur, d'où production d'électricité. Cette filière est sur le point d'être abandonnée au profit de la seconde : celle du réacteur PWR (en anglais « pressurised water reactor » : réacteur à eau sous pression) qui, lui, ne peut être chargé en combustible lorsqu'il fonctionne. La radioactivité est freinée par la cuve, qui est en acier et par l'eau dans laquelle est plongée cette cuve.

Le processus de production d'électricité est le même que précédemment.

La troisième possibilité est celle du surgénérateur (ou surrégénérateur) qui, lui, fonctionne au plutonium, élément qu'on ne trouve pas dans la nature. Ce type de réacteur a la particularité de ne pas freiner les neutrons (il n'y a pas ce que les spécialistes appellent le « modulateur »). On modifie simplement les capacités du flux de neutrons produits par la fission en émettant des neutrons excédentaires, rapides, venant du cœur du réacteur (d'où son troisième nom, celui de « réacteur à neutrons rapides »). Théoriquement, un tel réacteur produit plus de plutonium qu'il n'en consomme.

Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) prévoyait que dès l'an 2 000, ces réacteurs remplaceraient les PWR. Le CEA avait établi un programme dans cet optique : quatre surgénérateurs, une usine de retraitement et un atelier de fabrication de combustible. Ce programme a été rejeté par EDF : il revenait à quatre-vingt milliards de francs ! Or, le CEA prétendait que ce programme était (je cite) : « le seuil d'engagement minimal ». En bon Français, cela signifie que tout ce programme prévoyant quelque chose de moindre que celui de la CEA serait déficitaire. Alors, pourquoi s'approprier à construire Super-Phenix II ? En effet, ces surgénérateurs fonctionnent, je l'ai déjà dit, au plutonium. Or, on fait de plus en plus appel à cet élément dans l'arsenal nucléaire. Pourquoi ? Avant tout, rappelons que les premières bombes atomiques, les bombes A, étaient entièrement composées d'uranium 235, dont la « masse critique » est de l'ordre de vingt kilos (on appelle « masse critique » d'un élément la masse minimale qu'il faut rassembler pour que s'y déclenche une réaction en chaîne, chaque fission en provoquant plus d'une autre). Or la masse critique du plutonium est de cinq kilos environ. On comprend mieux pourquoi cet élément intéresse tous les militaires. Mais pour fabriquer une bombe, il ne faut pas n'importe quel plutonium, seul celui de « qualité militaire » convient. En effet, dans un réacteur, le seul élément transmutable est l'uranium 238. Celui-ci, en capturant un neutron, se transforme en plutonium 239. Au fur et à mesure qu'il capture un neutron, il se transforme en plutonium 240, 241, 242, 243... Mais le plutonium 240 et le plutonium 242 sont spontanément fissibles, ce qui est gênant si l'on veut construire une bombe. Il faut donc utiliser un plutonium à très faible teneur en plutonium 240, lequel aura une teneur encore plus faible en plutonium 242. On obtient ce type de plutonium en limitant le débit de neutrons rapides excédentaires. Il faut savoir que moins l'uranium 238 reste dans un flux neutronique, plus la concentration en plutonium 240 sera faible (environ 3%). On comprend pourquoi seul le plutonium 239 convient (d'ailleurs ce plutonium 239, c'est celui de « qualité militaire ») pour les réglages très fins nécessaires pour les bombes nucléaires actuelles.

Est-il besoin d'approfondir encore pour montrer la finalité militaire du surgénérateur (outre sa vocation électrogène) ?

Le gouvernement a récemment présenté son plan militaire : le septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins pour 1988, le déploiement des missiles Hadrès (remplaçant les missiles Pluton) pour 1992, et le bouquet final : un porte-avion nucléaire pour 1995 (1) ! La demande en plutonium va s'accroître, il faudra augmenter la production de plutonium d'autant.

Il est hors de question que les civils payent la construction de ce réacteur, lequel n'est qu'un maillon dans la chaîne militariste savamment édifiée par l'Etat, qu'il soit de droite ou de gauche. Point n'est besoin de ces réacteurs pour la production d'électricité. La sérénité des milieux spécialisés dans les questions énergétiques devant le retard accumulé n'en est-il pas une preuve ? Exigeons aujourd'hui l'abandon de la filière du surgénérateur si nous voulons vivre en paix demain !

Jérôme M. (groupe Proudhon de Besançon)

(1) Chiffres fournis par Le Matin du jeudi 23 avril 1983.

VERS LA DÉSERTIFICATION DE LA PICARDIE ?

La Picardie va-t-elle devenir un simple champ de betteraves, vidée par la crise de la plupart de ses entreprises ?

Les employés de la compagnie Boussac-Saint-Frères (BSF) commencent, eux, à perdre le moral. Les mesures de restructuration de l'entreprise touchent aujourd'hui l'usine de Beauval ; sur les 535 personnes employées, près de 400 quitteront leur poste de travail. Cent vingt licenciements à l'usine Cosserat d'Amiens, 200 à la MFTC de Beauvais, etc., avaient déjà été annoncés. Au total, la fourchette des suppressions d'emplois dans les mois qui viennent se situera entre 1 500 et 2 500 !

Rappelons que le groupe BSF emploie 18 910 personnes, concerne plus de quatre-vingt usines en France, dont la production va de la couche pour bébé à l'imperméable pour homme ; du sac à patates au blouson de velours ; de la moquette au complet-veston...

Pierre Mauroy, tout jeune Premier ministre, avait dit : « Nous réglerons le problème BSF de façon exemplaire ! » Aujourd'hui, un travailleur s'échauffe : « Voyez, les pouvoirs publics nous ont mis une direction dite « de gauche » après le 10 mai ; aujourd'hui, elle applique le plan des frères Willot qui voulaient se débarrasser de nous en 1980 ! »

Les illusions sont toujours

suivies de lendemains qui déchantent...

Il est pourtant vrai que l'héritage des Willot est lourd ; leur politique d'alors était claire : pomper la sève du groupe pour la réinjecter dans leurs affaires juteuses (Conforama, Dior, etc.). Plus aucun investissement, donc. Le résultat : un outil dépassé, bon à mettre à la ferraille.

Il y a un peu plus d'un an, je ne sais quel socialiste avait d'ailleurs déclaré : « Nous allons faire rendre gorge aux Willot ! ». Depuis, la justice est restée désespérément muette.

M. Mayer, nouveau PDG du groupe (non nationalisé, mais dont la constitution n'a pu se faire qu'avec l'appui du ministère de l'Industrie) a d'ailleurs annoncé le plan de restructuration et ses vagues de licenciement à Mivoisin, l'un des châteaux des Willot ! Tout un symbole.

Toutes ces propriétés, amassées par les quatre frères — imitant en cela les frères Schlumpfs qui préfèrent, eux, les Bugatti aux filatures alsaciennes —, d'une valeur de plus d'un milliard, sont préservées ! De même l'ancien empire Willot reste bel et bien divisé en deux morceaux : le secteur juteux d'un côté (Conforama, Dior...) et le textile de l'autre (le seul que gère BSF). Là encore, pas question de toucher aux profits du premier, pourtant bâti avec les bénéfices du second... Les capitaux n'avaient qu'un billet aller, au

grand bonheur des actionnaires !

Et les travailleurs dans tout cela ? Toujours bafoués, ignorés.

Les municipalités concernées par la future asphyxie (l'usine de Bertheaucourt, par exemple, assure 60% des taxes professionnelles perçues par la commune) n'obtiennent pas même de renseignements sur le sort qui leur est promis. « On n'entend que des rumeurs... » C'est par le *Courrier Picard* [quotidien local] qu'on apprend tout chaque jour.

Le choix du gouvernement socialo-communiste est donc clair : il prend le parti du capital, du patronat !

Bien sûr, certaines responsabilités sont plus profondes, inhérentes au système lui-même. Quel avenir aujourd'hui pour le jute dans une société où le synthétique emporte les marchés ? Le capitalisme est à bout de souffle (excepté bien sûr dans les secteurs d'armement). A nous de construire des alternatives véritables. On ne replâtre pas une maison aux fondations fendues ! Mais cette volonté implique un autre choix de société et donc une rupture nette et totale avec le capitalisme. Les socialistes n'ont jamais eu l'intention ni le courage d'un tel choix. Leur politique ne consistera donc qu'à faire payer aux seuls travailleurs la crise du capitalisme. A nous d'en tirer les leçons !

J.-M. BAVARD
(liaison FA de Noyon)



ESPAGNE

Les rencontres libertaires internationales

Les rencontres libertaires internationales organisées par l'athénée libertaire de Pueblo Seco à Barcelone prennent forme. Le programme définitif est établi et la Fédération anarchiste française sera présente lors de ces rencontres.

• Le 2 juin : 10 h à 14 h : rencontres de travail, à Graphics, c/ Riereta, n° 20, 1° piso ; - 16 h à 18 h : débat : *La Répression dans la société actuelle*, à AIS c/via Layetana, n° 16-18 ;

- 20 h 22 h 30 : audio-visuel et vidéo : *La Patagonie rebelle, La Répression en Uruguay*, à Casas Pueblo Seco, c/ Blay, n° 34.

• Le 3 juin : 10 h à 14 h : rencontres de travail, à Graphics, c/ Riereta, n° 20, 1° piso ; - 16 h à 18 h : débat : *Les Mouvements alternatifs*, à AIS, c/via Layetana, n° 16-18 ;

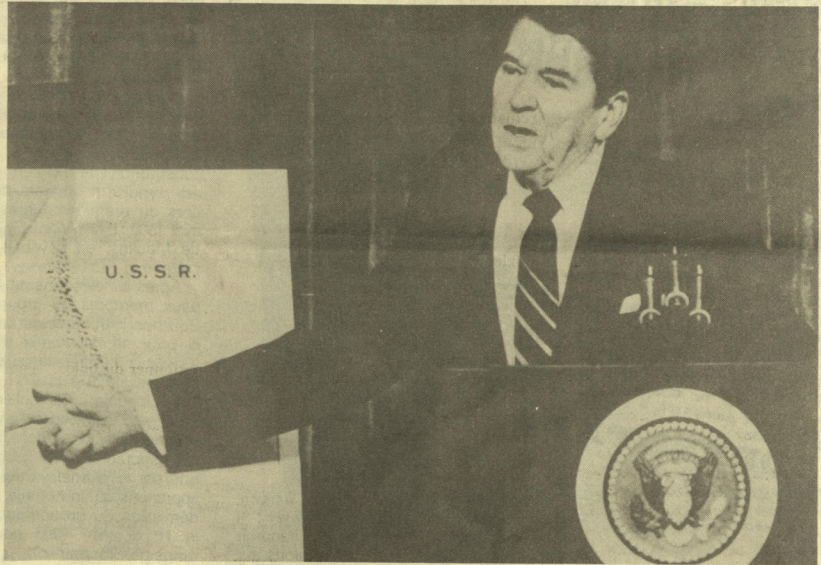
- 20 h 22 h 30 : audio-visuel et vidéo : *Le Mouvement Kraker* à Sacas Pueblo Seco, c/Blay, n° 34 ;

• Le 4 juin : 10 à 14 h : rencontres de travail, à Graphics, c/Riereta, n° 20, 1° piso ; - 16 h à 18 h : débat : *Moyens de communication*, à AIS, c/Via Layetana, n° 16-18 ; - 20 h à 22 h : clôture des rencontres, à Graphics, c/Riereta, n° 20, 1° piso.

ITALIE

En lisant « Umanita Nova » Nous avons appris l'existence de Radio-Libertaria, émettant sur Trieste. Et sur 89 MHz. Dans un prochain *Monde libertaire*, nous vous en dirons plus long sur cette radio qui ne peut nous être que sympathique !

EDMOND MAIRE : UN PEU D'HUILE ENTRE LES DEUX BLOCS ?



Nouvelle-Calédonie : de nouveaux affrontements

Le 11 mai, un jeune Mélanésien militant du PALIKA (Parti de libération kanak) a été tué sur la commune de Témala par un « Caldoche ». Ce meurtre, dénouement imprévu d'un conflit syndical entre le maire (caldoche) de la localité et les employés municipaux (mélanésiens) n'est pas sans évoquer l'affrontement du 10 janvier dernier au cours duquel deux gendarmes mobiles avaient trouvé la mort, là aussi suite à un conflit social (voir ML des 20 et 27 janvier 1983). Ces affrontements sociaux, ponctués de mort d'hommes, sont significatifs de l'extrême tension qui règne en Nouvelle-Calédonie, traversée par la crise du colonialisme.

L'exploitation de ces affrontements par les uns, leur minimisation par les autres mettent en évidence que la tutelle française sur l'île ne peut se perpétuer indéfiniment sans remise en question. L'arrivée de la gauche au pouvoir en métropole, en mai 81, a produit une double réaction au fil des mois : d'une part le repliement sur elle-même d'une large partie de la population caldoche qui donne, aux législatives partielles de septembre 82 comme aux dernières municipales, de confortables victoires au RPRC, apparenté au RPR et farouche partisan de l'attachement à la France ; d'autre part la déception des divers courants indépendantistes qui espéraient l'indépendance à l'horizon 1984. Déception, car le nouveau secrétaire d'Etat aux DOM TOM projette des statuts rénovés pour la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, rénovation qui aboutira vraisemblablement à une autonomie interne de ces deux TOM, mais sans indépendance.

Cette réforme mettra en place de nouvelles structures institutionnelles au niveau des assemblées territoriales et de l'administration ainsi que la redéfinition de certaines prérogatives des hauts fonctionnaires des territoires et de leurs élus, mais tout cela dans le cadre inamovible de la souveraineté française. Ces projets s'inscrivent dans la politique gouvernementale de décentralisation avec l'espoir de désamorcer ainsi les risques d'explosion dans la turbulente Nouvelle-Calédonie. Marché de dupes dont les Kanaks feront les frais, goûtant ainsi aux joies que procure la collaboration des partis indépendantistes avec les politiciens et le gouvernement français.

Une indépendance digne de ce nom se conquiert aussi bien contre l'Etat français que contre toute velléité d'Etat calédonien. La communauté kanake aurait tort d'assimiler l'émancipation du peuple avec l'indépendance « nationale » dans le sens où de nombreux postulants au pouvoir pourraient remplacer les exploités d'aujourd'hui pour devenir ceux de demain. Certes, la coutume kanake est étrangère aux notions d'Etat et de propriété privée de la terre, mais certains apprentis-sorciers indépendantistes ont d'ores et déjà des ambitions qui supplantent les intérêts réels de la population mélanésienne. Remplacer le colonialisme par le nationalisme ne débouche pas sur un type de société égalitaire et fédéraliste, mais sur une nouvelle division de la société en classes antagonistes. L'indépendance réelle englobe au contraire tous les aspects de la vie sociale et économique exprimant l'émancipation de l'individu envers les exploités nationaux et internationaux. Si la population kanake s'engage dans un processus pour l'indépendance, elle devra le pousser jusqu'au bout : tous les peuples qui se sont arrêtés en cours de route font aujourd'hui les frais des nouvelles tutelles étatiques.

Bernard ROUSSELOT

L n'y a guère d'informations sur ce que l'on a appelé le sommet des syndicats des grands pays industrialisés, qui s'est déroulé la semaine dernière aux Etats-Unis. Qu'est-ce qui a donc poussé Edmond Maire, secrétaire de la CFDT, à accepter l'invitation de l'AFL-CIO et à venir discuter de grands problèmes mondiaux « relevant » de la compétence des permanents syndicaux ?

En effet, aucun congrès de la CFDT n'a décidé de privilégier les rapports avec les organisations syndicales américaines. Il y a même eu lors d'un congrès de la CFDT (en 1970) une motion demandant l'expulsion de l'observateur américain.

Si l'on ignore la teneur des débats qui ont agité les bonzes syndicaux, on est par contre au courant d'une rencontre qui a eu lieu vendredi à Washington. Entré qui et qui ? On vous le donne en mille : entre Edmond Maire et Ronald Reagan. Le berger éclairé de la CFDT aurait déclaré qu'il faut « toujours parler avec l'adversaire ». Mais est-ce suffisant pour les militants syndicalistes déjà échauffés par l'inaction anti-austérité de la confédération ex-autogestionnaire ? Quelle mouche a donc piqué Edmond Maire pour qu'il aille ainsi outre-Atlantique s'attirer à nouveau les foudres des basistes en tout genre, sans compter beaucoup d'autres ?

En fait, on se demande une fois de plus si c'est le syndicaliste ou le rouage gouvernemental qui est allé se promener aux Etats-Unis. Maire aurait des idées sur la politique monétaire américaine, il aurait repris la proposition de François Mitterrand sur de grandes réunions (un « nouveau Bretton Woods ») qui mettraient enfin sur pied les bases d'un nouveau système monétaire international... Paraît même que, à part le DGB allemand, les principaux syndicats auraient trouvé cette idée « bonne ». Les médias français

(Libération excepté) ont été plus qu'avares de détails sur ces réunions. On se souviendra qu'Edmond Maire, l'an dernier, avait fait des révélations fracassantes à des journalistes américains, leur déclarant entre autres qu'il fallait réduire les salaires pour que la France s'en sorte... La CFDT avait démenti, mais les journalistes n'en démordaient pas ! Y aurait-il des vérités pas encore bonnes à dire en France (les syndiqués sont si peu évolués !), mais intéressantes à exposer aux Etats-Unis (là on y trouve des partenaires responsables...)?

Saura-t-on un jour ce qui s'est vraiment dit dans ce rassemblement international pseudo-syndical ?

Ce qui est sûr, c'est qu'il précéderait de quinze jours le sommet des grands pays industrialisés (1) qui a lieu cette semaine à Williamsburg sous la présidence de Ronald Reagan. Et si Edmond Maire avait été expressément envoyé par tonton pour assurer à tout le monde qu'il y avait bon espoir pour que le bon peuple de France cesse de revendiquer le maintien de son pouvoir d'achat et accepte patriotiquement de se serrer la ceinture ? Le phénomène courroie de transmission semble toujours bien marcher dans la version française de la social-démocratie !

Aux Etats-Unis, les directions syndicales parfaitement intégrées au système capitaliste collaborent à la restructuration économique du monde à partir des Etats-Unis. La classe ouvrière américaine dans son ensemble est subordonnée de fait au projet capitaliste. Ceci est le facteur interne le plus important de la puissance internationale de l'impérialisme nord-américain. Aucune modification du rapport des forces internationales n'est possible tant que le capitalisme américain aura une main-d'œuvre passive incapable de proposer une alternative au capitalisme (2). Et ce sont les représentants d'un syn-

dicalisme intégré au capitalisme que Edmond Maire va voir pour enrichir sa vision d'un monde nouveau ! Non content de servir de rouage au gouvernement, il joue le rôle de porte-parole dans des réunions où l'intérêt objectif est de préserver le contrôle politique et économique du capitalisme américain sur les pays industrialisés...

Au début du siècle, les militants syndicalistes révolutionnaires des Industrial Workers of the World (IWW) étaient tués dans leur lit par les nerfs du capital américain. Aujourd'hui, celui-ci se permet d'inviter le secrétaire de la CFDT pour discuter de l'avenir du monde ! Comme le disaient les IWW : parlementarisme ou action directe, il faut choisir.

Alexis PIERRE

(1) Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et République fédérale d'Allemagne.

(2) En France, dans leurs statuts, les syndicats sont contre le capitalisme, aux Etats-Unis, c'est du passé !

PERQUISITIONS À GÈNES

Il y a quelques jours, les forces de l'ordre ont perquisitionné la maison des compagnons italiens du Cercle anarchiste Francisco Ferrer » ainsi que le local où les compagnons se rencontrent d'habitude. Ils se sont emparés des documents, des machines à écrire, ronéo, etc.

Cet ordre de saisie devait permettre aux policiers de « prouver qu'il s'agissait d'une association subversive ». En fait, la vraie raison était surtout d'empêcher les compagnons de continuer leur propagande anarchiste et la campagne de solidarité envers deux autres compagnons : Paolina Carli et Dino Cavalli, arrêtés depuis quelques mois.

BELGIQUE

Seuls ceux qui vont courbés se plaignent de mal au dos

LES traces de l'activité anarchiste en Belgique nous parviennent de plus en plus nombreuses. Témoin ce tract distribué par le groupe Bakounine lors d'une récente « journée portes ouvertes » à l'université libre de Bruxelles.

Après douze ans d'école, à apprendre que la parole du prof est la vérité, après douze ans à apprendre à fermer sa gueule, après douze ans de sélection acharnée, combien de copains sont tombés au champ d'honneur de la réussite scolaire ?...

Te voici enfin digne d'entrer par la grande porte dans le temple du savoir... Mais bien vite tu te rendras compte que le temple est poussiéreux et les prêtres empoussiérés. Bien vite aussi, et à tes dépens, tu constateras que les filtres de la sélection y sont encore plus efficaces que ceux au travers desquels tu es brillamment passé. Tu te croyais enfin arrivé au sommet, là, parmi ceux qui tirent ou tissent les ficelles du monde... Sache que ce n'est pas gagné d'avance.

De plus, à l'université aussi tu devras la fermer, penser comme le prof, ne jamais mettre en cause ses « évidences ».

Sous l'apparente liberté que te procurera cet éphémère statut (liberté « sexuelle et alcoolique », liberté d'aller ou de ne pas aller au cours, de te lever ou de rester au lit le matin, de réus-

sir ou de rater tes examens...), tu resteras, économiquement et socialement, dépendant de leur monde.

L'université n'est pas le temple du savoir, elle n'en est que le Mac-Donald aseptisé ; fast-food de l'intelligence, au service du capitalisme, d'une société de pouvoir et d'exploitation. C'est une université « démocratique » qui met le pouvoir à la portée de tous — excepté quelques-uns —, qui met la science à la portée de tous — de ceux qui en ont les moyens. (Combien de fils d'ouvriers ou d'immigrés vont à l'université ?).

Parce que cette science-là et ce pouvoir-là nous n'en voulons pas... parce que l'université forme l'« élite » au service du pouvoir et qu'un jour il faudra en finir avec toutes les élites et tous les pouvoirs, parce que tout (ou presque tout) ce que tu apprendras ici le sera malgré l'université, malgré tout n'hésite pas à venir, mais fais gaffe où tu mets les pieds ; et dis-toi qu'heureusement, même la science peut être détournée...
A l'année prochaine, salut...

Cercle Bakounine

Une fédération anarchiste romande ?

La Fédération anarchiste romande, un vieux souvenir, un rêve périmé, ou un avenir en construction ? Le tract ci-contre (des années 30) nous oblige à nous poser la question à l'heure où des camarades toujours plus nombreux ressentent la nécessité de coordonner leur action pour l'amplifier, pour lui donner du poids, pour construire cette idée toujours aussi vivace, toujours aussi actuelle qu'est l'anarchie.

A nous de tirer les leçons du passé pour qu'une Fédération anarchiste romande (ne chipitons pas sur les termes) renaisse non pas de ses cendres, mais des besoins que nous ressentons aujourd'hui.

A nous de trouver la forme et le fond que nous voulons lui donner.

L'équipe
du « Réveil anarchiste »
(journal suisse)

* *

Fédération Anarchiste Romande

LES

ANARCHISTES AUX TRAVAILLEURS

Bien être, liberté et paix, voilà ce que l'humanité, toujours trahie par ses maîtres, a cherché en vain à réaliser.

Bien être pour tous, avec la suppression de tout monopole des moyens de production, de consommation et d'échange, repris et gérés par la société tout entière.

Liberté pour tous, sans prisons et sans casernes, avec la disparition des distinctions en gouvernants et gouvernés, en propriétaires et déshérités, en patrons et salariés.

Paix pour tous découlant de l'abolition des classes et des Etats, de la libre disposition reconnue à chaque population, de la fin de l'apre compétition d'intérêts inarouables sur tous les points du globe.

Le capitalisme engendre le chômage et la misère, la servitude du champ, de la fabrique et de la mine, les victimes et les ruines des repressions et des guerres. Il maintient sa domination par l'organisation militaire, policière et juridique de l'Etat.

Contre le capital et l'Etat, préparons cerveaux, cœurs et bras à la lutte que seule une Révolution pourra terminer.

Plus d'exploitation et de pouvoir de l'homme sur l'homme et vive l'émancipation intégrale du travail et des travailleurs!

Vive l'Anarchie !

LES PROFESSEURS « OBJECTIFS »

Il existe en exil des « gourous » de sciences politiques que l'on appelle les « professeurs objectifs ». Ils ont reçu la bénédiction de l'establishment universitaire nord-américain et on veut nous les imposer comme prophètes de la réalité cubaine. Des gens comme Carmelo Mesa Lago, Luis Aguilar León, Jaime Suchlicki, Nelson Valdes et autres essayent de nous « donner la lumière » avec la bénédiction des universités américaines. Ils disent que nous ne savons rien et que nous devons nous soumettre à leur savoir...

Les « professeurs objectifs » disent qu'ils sont les seuls interprètes de la réalité cubaine parce qu'ils sont objectifs, que les raisonnements des Cubains libres ne sont pas valables parce qu'ils sont subjectifs. Que pour cette raison, nous devons céder devant les opinions des objectives universités américaines. Que nous devons abandonner notre lutte pour cette chose si intangible qu'est la liberté et nous laisser éclairer par eux.

Ce que commencent par ne pas voir ces « professeurs objectifs », c'est que l'existence même est subjective et que notre subjectivité nous autorise à poursuivre la lutte. L'objectivité n'est pas valable car seules les pierres — qui ne peuvent pas penser — sont objectives. La pensée est un phénomène subjectif, de même que l'action,

et cette subjectivité donne leur raison d'être à la pensée et à l'action. Il nous semble incroyable qu'après l'impact de l'existentialisme, du vitalisme et de la phénoménologie, il y ait encore des gens pour défendre leurs arguments en raison de leur objectivité. Il est absurde qu'on nous dise que nous devons nous soumettre aux universités américaines parce que nous sommes subjectifs.

Ce que ne disent pas les professeurs objectifs, c'est qu'ils sont les porte-voix des intérêts créés derrière les universités américaines. Le grand sociologue et économiste nord-américain Thorstein Veblen a dit que les universités américaines étaient contrôlées de fait par ce qu'il a appelé « la classe oisive » et d'autres « l'élite du pouvoir ». On sait que les universités sont contrôlées ici par les boards of governors ou boards of trustees, formés par les hommes d'affaires et leurs laquais respectifs. Ces conseils de gouvernement universitaires se chargent d'imposer aux universités la politique qui convient à l'élite du pouvoir. Veblen a accusé ces juntes de gouvernement universitaires de prostituer la science et de corrompre la vie académique aux Etats-Unis.

Au-dessus d'eux se trouvent les célèbres fondations privées qui représentent aussi « la classe oisive ». Ce sont elles qui déterminent les grants (dota-

tions) et autres bénéfices que reçoivent les professeurs universitaires. On sait que lorsqu'un professeur fait une étude qui ne leur convient pas, ces fondations lui tournent le dos. S'il fait une étude qui convient à l'étude du pouvoir, il croule sous les dotations. Sans la bénédiction de la « classe oisive », il est impossible de triompher dans la vie académique nord-américaine. Il est rare, pour cette raison, qu'un professeur cubain de sciences politiques ose quoi que ce soit qui aille contre la « classe oisive ».

L'« élite du pouvoir » n'est ni anti ni procommuniste. Quand ça l'arrange, elle traite avec la Chine ou la Yougoslavie, et quand ça l'arrange aussi elle fait assassiner Chang Kai Chek ou le Shah d'Iran. Une croisade pour « sauver Cuba du communisme » ne l'intéresse en rien. En exposant leurs théories, les « professeurs objectifs » ne font que se soumettre aux caprices de la « classe oisive ».

Cela n'arrange pas cette dernière de faire tomber Castro. Avant 1959, l'Amérique latine marchait vers le nationalisme. Autant la « gauche démocratique » que la « démocratie chrétienne » et les « oligarchies nationales » étaient anti-nord-américaines, Quand Fidel Castro est arrivé, tout a changé du jour au lendemain. Les nationalistes nord-américains sont devenus instantanément « yanquophiles », comme par miracle,

par crainte du castrisme. Fidel Castro est venu sauver l'impérialisme américain. Ce n'est pas par hasard s'il s'est trouvé un drôle pour dire que Castro est le meilleur agent qu'a jamais eu la CIA. C'est aussi pourquoi cette « classe oisive » est si satisfaite du statu quo à Cuba et qu'il a été demandé aux « professeurs objectifs » de défendre le castrisme.

Evidemment, ils ne défendent pas non plus entièrement le système dominant de Cuba : cela ne convient pas non plus à l'élite du pouvoir. Ce qui lui convient, c'est que le castrisme évolue vers l'orbite nord-américaine sans cesser de faire peur aux « frères latins », pour que ces derniers continuent à « acheter de la protection » au puissant empire américain. C'est pour cela que les « professeurs objectifs » prônent une entente entre Cuba et les Etats-Unis.

Même en étant léniniste, le castrisme pourrait devenir un laquais économique de l'empire américain. Cuba s'est montré si insolvable par l'inefficacité administrative castriste que l'économie cubaine serait dépendante de l'américaine si l'appui russe lui faisait défaut. Les consolidations cubaines deviendraient des succursales des multinationales d'origine américaines. Ce qui conviendrait à « l'élite du pouvoir » c'est que Cuba évolue vers le statut

d'« Etat libre associé » en maintenant sa constitution interne léniniste. Ce n'est pas pour rien que les « professeurs objectifs » formulent aussi peu de critiques sur l'inefficacité administrative du régime d'exploitation castriste. Mieux encore, les Etats-Unis ne souhaitent même pas renverser Castro. Il est le gorille idéal pour gouverner Cuba. Ils sont simplement frustrés par l'entêtement que met Castro à obéir aux Soviétiques plutôt qu'à eux. Ils ne savent pas que Castro ne veut pas qu'on fasse avec lui ce qu'on a fait avec Trujillo et Somoza, Ngo Dinh Diem et le Shah d'Iran. Castro sait que les Russes ont plus de générosité et de considération pour leurs gorilles dressés que les Américains. Cependant, l'« élite du pouvoir » américaine ne se décourage pas et croit qu'en faisant preuve de patience, elle amènera Castro à la soumission. C'est dans ce but qu'elle a ordonné aux « professeurs objectifs » de faire l'éloge du talent de Castro et d'être compréhensifs à l'égard de ses vices.

C'est pour cette raison aussi qu'elle méprise les Cubains libres de Miami et qu'elle se moque de nos tentatives pour renverser le castrisme. Selon elle, nous n'avons rien appris ni rien oublié parce que nous n'avons pas appris à lécher les bottes des dirigeants et que nous n'avons pas oublié que nous lui devons le Bastista et Castro.

NOTE DE LECTURE

« Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin »

CETTE forte brochure de soixante-dix pages a été rédigée par Pier Carlo Masini, traduite par Isabella de Carla et imprimée par les éditions Nautilus. Elle s'inscrit naturellement dans tout ce travail d'écriture et d'éditions qui, depuis 1968, tente de reconstituer la mémoire sociale du mouvement anarchiste. Si l'histoire de notre mouvement en Russie, en Espagne, est assez bien connue, il nous reste à faire surgir d'un passé récent tous les événements auxquels nous avons pris une part active, participation volontairement et systématiquement occultée ou déformée par tous nos ennemis.

Cette brochure contribue à apporter (partiellement) des éléments décisifs sur le mouvement des conseils italiens en 1920. A cette époque, l'Italie a failli basculer dans un processus révolutionnaire radical : retour triomphal de Malatesta en Italie, création de Umanita Nova, activité débordante de l'USI (plusieurs centaines de milliers d'adhérents) culminant avec le mouvement des conseils de Turin.

Cette page prestigieuse du mouvement ouvrier est une des plus importantes du XX^e siècle. Pier Carlo Masini a le grand mérite de mettre à notre disposition des documents essentiels : travaux du congrès de 1920 de l'Union anarchiste italienne, textes de Malatesta et Fabbri, comparaison des positions des anarchistes et des futurs fondateurs du Parti communiste (Gramsci et l'Ordine Nuovo), trahison des sociaux-démocrates, etc.

Je ferai cependant un reproche à cette brochure : il manque une chronologie des événements. Elle est en effet rédigée en présupposant que le lecteur est parfaitement au courant de cette chronologie. L'événement est plus commenté que raconté. Après nous avoir mis l'eau à la bouche, les auteurs et éditeurs nous doivent bien une suite ou un complément.

Yves PEYRAUT

• Léo Ferré sera le 26 mai à la Salle des fêtes de Cahors, le 27 mai au théâtre G. Leygues de Villeneuve s/Lot, le 28 mai au théâtre municipal d'Albi, le 30 mai au théâtre municipal de Béziers, le 1^{er} juin au cinéma « le Palace » d'Aurillac.

• Jacques Florencie chante Bruant, Couté, Apollinaire, Verlaine... jusqu'au 31 mai inclus, à 22 h, au Lucernaire (53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e).

• Dans le cadre du festival Gaston Couté : animation le vendredi 27 et le samedi 28 mai, à 20 h 30, au café-théâtre « La Vieille Grille », 1, rue du Puits-de-L'Hermite, Paris-5^e.

• Michel Böhler sera le 26 mai à Strasbourg, le 29 mai à Saint-Chély-d'Apcher.

• Bill Deraime sera le 28 mai à Langres.

• Mannick sera le 27 mai à Lannilis.

• Marc Ogeret sera le 26 mai à Brétigny, le 29 mai à Dieppe, le 30 mai à Bourges, le 1^{er} juin à Chateaufort s/Loire.

• Tchouk Tchouk Nougah sera le 29 mai à Angoulême.

PÉDAGOGIE COOPÉRATIVE : l'édition d'un 45 tours par les élèves de l'école de Bourdenay

L'AN dernier, mes élèves avaient créé une chanson (paroles et musique). Les ex-CM1, devenus CM2, désiraient refaire l'expérience cette année, et les nouveaux CM1 en avaient envie aussi. Le vœu fut donc émis au cours d'une réunion coopérative hebdomadaire de janvier. Je les invitai alors à choisir un thème pour cette chanson. Ce fut, à l'unanimité, celui des « animaux » qui fut retenu. Et comme certains venaient d'être assez motivés par des fiches de lecture silencieuse évoquant le problème de la souffrance animale, l'idée de parler de l'expérimentation sur les animaux fut proposée. Je les amenai vite à prendre conscience de la difficulté de ne parler que de cela dans toute une chanson. Alors arrivèrent d'autres sujets comme l'enfermement dans les cirques et les zoos (présents eux aussi dans le fichier) et la chasse, bien sûr. La forme fut tout de suite évidente : un couplet par sujet. Rimes ou proses ? Unanimité pour la rime. Je dois préciser ici que la poésie se pratique régulièrement dans la classe : diction, création, remarques sur la versification.

A partir de là commença le long et passionnant travail de composition collective : recherche par groupes, à deux, seul ; propositions ; discussions ; améliorations ; votes ; mises « en réserve » des vers trouvés, selon le rythme et les rimes. Après le fourmillement de cette séquence, pour les suivantes — le rythme étant admis avec le premier couplet — les directions des recherches se trouvent limitées et la création devient étroitement liée à la forme. Il faut parfois apporter une solution de « déblocage », plutôt que de décourager les efforts... Pour le refrain, nous avons retrouvé deux vers mis en réserve à la première séquence. Et maintenant, musique !

Le rythme fut trouvé en travaillant sur la diction des vers. J'ai proposé, pour commencer la mélodie, des accords de guitare. Le « la mineur » fut choisi. Les enfants ont alors proposé plusieurs suites de notes de xylophone, s'inscrivant dans l'accord. Après un vote pour la musique de ce premier vers, s'instaura un système de « questions-réponses » de phrases musicales. Lorsque la mélodie fut admise, j'apportai le soutien en rythmique (guitare). L'orchestration fut en-

NOTES DE LECTURE

« MOI ET LES AUTRES »

De Albert Jacquard

ALBERT Jacquard n'est sans doute pas un inconnu pour les lecteurs assidus du *Monde libertaire* ; son nom a été cité à plusieurs reprises dans l'étude de Francis Laveix portant sur la sociologie et l'anarchisme. Ses deux livres : *Eloge de la différence* et *Au péril de la science ?*, ses prestations télévisées l'ont sorti de l'anonymat des chercheurs. Et c'est heureux ! Enfin, on pouvait constater l'existence d'un scientifique qui ne se prenait pas pour « le prince Ringard », et qui possédait de réelles qualités de pédagogie.

Dans ce petit livre d'initiation à la génétique : *Moi et les autres* (1), il a réalisé une sorte de condensé de ses deux précédents ouvrages à l'usage des fainéants qui n'auraient pas eu le courage de le lire. A ce sujet, on peut se poser une question : la paresse est-elle une tare héréditaire ?

Cette tautologie pourrait bien être une de ces idées fréquemment répandues par les médias, comme cette fameuse bosse des maths « liée à un gène héréditaire moins fréquent chez les femmes » (*France-Soir* du 3 janvier 1980). Ces absurdités d'une pseudo-science, absurdités dangereuses qui mènent au racisme, au mépris de l'autre, chez ceux qui n'ont pas compris que « le contraire d'égal n'est pas inégal mais différent » et que cette différence est le sel de la terre, Jacquard s'efforce de les combattre en maintenant humour et efficacité.

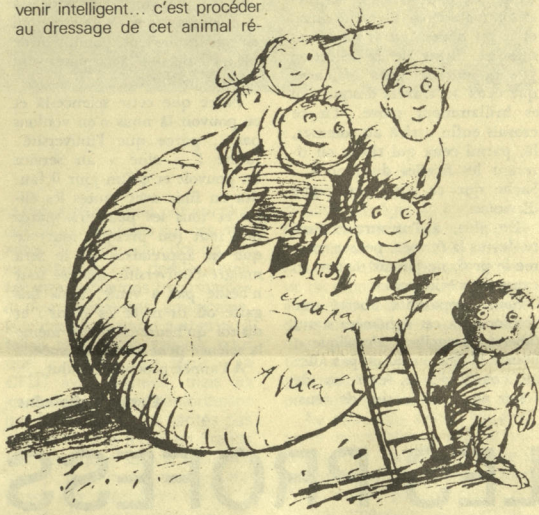
Mais dans *Moi et les autres*, il ne fait pas que pourfendre les idées reçues sur les races, sur la supériorité des uns sur les autres, sur le caractère inné de l'intelligence, sur la mesure scientifique du Quotient intellectuel, il fournit des explications simples sur la génétique, sur le rôle des gènes, des chromosomes, sur la transmission des maladies héréditaires ; il dresse un tableau sur les différentes théories de l'évolution des êtres vivants. Une bonne approche qui donne envie d'en savoir plus.

Mais n'est-ce pas le but poursuivi par l'auteur pour qui « devenir intelligent... c'est procéder au dressage de cet animal ré-

tif, paresseux qu'est le cerveau, c'est contraindre à aller au bout des questionnements, à ne pas se satisfaire trop facilement de réponses toutes faites ; c'est faire flèche de tout bois, les dons de la nature comme les apports de l'aventure, pour construire l'outil intellectuel qui nous permet d'être nous-mêmes ; c'est se créer soi-même. » Un but que ne renieront pas les anarchistes.

Jean-Marc
(groupe Fresnes-Antony)

(1) Editions du Seuil, collection Virgule.



un soutien : l'abonnement

suite mise au point en recherche libre sur xylophones, guitares, tambourin et une introduction à la guitare me fut demandée.

La destinée de la chanson : la présenter à nos correspondants, l'enregistrer sur notre cassette de fin d'année avec les chants et les poésies qu'on a appris.

A la réunion coopérative suivante, je demandai s'il n'existait pas un moyen de diffusion plus large que cette traditionnelle cassette... « Quand même pas un disque ?! »... « C'est impossible ! »... « Ça coûterait trop cher ! » (etc.). Les réactions furent aussi nombreuses qu'ébahies. Puis, quel enthousiasme ! Et sur l'autre face ? Les CM2 : retravailler la chanson composée l'an dernier (« Les Quatre Saisons », créée de la même manière après un travail sur Vivaldi). Les CM2 ont donc appris cette chanson aux CM1 et tous ont recherché (en séances libres) l'orchestration possible avec flûtes, xylophones, tambourin et guitares. A connu des journées avec un fourmillement musical obstiné, jusqu'à ce que les structures définitives soient admises et que des « répétitions » puissent avoir lieu.

Le 14 mars, en mathématiques, le trésorier proposa le calcul d'un budget pour le 45 tours (gravure, pressage, TVA), à partir des tarifs d'une maison de transcription. Le prix de revient unitaire fut calculé et le prix de vente fixé. Restait le financement...

Je rappelai que notre coopé faisait partie de l'OCCE qui disposait de moyens pour nous aider. Une subvention et un prêt furent donc demandés. Pour la pochette, plusieurs solutions « réalistes » sont possibles (sérigraphie, linogravure, autocollants). Le lundi suivant, l'OCCE ayant accepté notre budget, nous avons abordé le problème de la diffusion : petite « étude de marché », liste des médias à prévenir, des volontaires pour participer à des émissions de radios locales... Le 2 mai, un technicien fit des prises de son et nous fit écouter les chansons au casque. Il ne restait plus qu'à envoyer notre enregistrement. Ce fut le départ d'un travail scientifique sur le son.

J'espère ne pas être tombé dans la dithyrambique pédagogique en résumant l'historique de ce projet mené coopérativement à son terme et qui a suscité l'engouement et la participation de tous.

Pascal Gengeret (instituteur)

L'ARMÉE EST PARTOUT !

Depuis toujours, le Grand Palais est un lieu qui appartient aux artistes et aux manifestations artistiques. Une grande première y aura lieu au mois de juin puisque l'armée va investir les lieux sous prétexte de fêter le premier vol humain. Ainsi, après l'école, l'armée envahit les arts et y règne en maîtresse puisque sans difficultés elle a trouvé à se loger au Grand Palais, alors que les grandes associations artistiques ont le plus grand mal à négocier une place dans leurs propres locaux (les calendriers étant toujours complets en ces lieux).

Mais l'armée fait mieux. Voulu sans doute montrer que tous devaient se plier devant elle, elle exigea qu'un salon, qui devait exposer en même temps qu'elle dans les balcons du Grand Palais, lui cède la place, car non seulement elle avait besoin de la grande nef, mais également des galeries supérieures. Voilà donc un salon d'artistes expulsé de chez lui par la Grande Muette sous un gouvernement dit de gauche.

Après ça, la France est toujours en régime démocratique.

Ce qui aggrave encore l'affaire, c'est que le salon expulsé devait être l'expérience la plus novatrice que nous ayons connue depuis longtemps. En effet, organisé par la revue *Plages* et tournant le dos à la coutume qui veut que ce genre de manifestations rassemble les œuvres éparses d'artistes différents, ce salon devait offrir à chaque créateur un grand espace où il serait intervenu librement de façon inventive.

Chassé du Grand Palais, voilà notre salon « Espaces de création et d'expression » relogé tant bien que mal à l'école des Beaux-Arts, institution qui a toujours tué la création et étouffé la libre expression.

Evidemment, les artistes vont relever le défi, et malgré le peu de place, les idées fusent et les créateurs seront là au rendez-vous avec leur maximum d'efficacité. Mais il n'empêche que l'armée en France, après avoir investi l'école, envahit les lieux artistiques. A cette allure, nous finirons bientôt par ne plus rien avoir à envier à certains pays d'Amérique latine.

Servin



NOTES DE LECTURE

« MARX, LE TÉNIA DU SOCIALISME »

LES éditions de l'Entraide du groupe Sacco-Vanzetti ont fait paraître une brochure dont le titre reprend un des très rares jugements de Proudhon sur Marx et ses théories, jugement bien démontré depuis : « Marx est le ténia du socialisme. »

Cette année du centenaire de la mort de Marx est décidément placée sous le sceau des vérités historiques et de la démythification.

Après la parution du livre de Proudhon : *Misère de la misère*, qui rétablit la vérité sur la polémique Marx-Proudhon et donne un véritable coup de boutoir théorique au Capital de Marx, cette brochure arrive à point.

La brochure n'est pas un genre mineur de l'écriture, mais, bien présentée, d'un prix modique par rapport aux livres, et d'une lecture souvent plus facile, elle nous donne l'essentiel sur un sujet, résumant clairement plusieurs livres.

Marx et l'anarchisme

Disons-le tout de suite, le premier texte de cette brochure, écrit par Rucker : *Marx et l'anarchisme*, est une merveille. Rucker, un des plus grands auteurs anarchistes, hélas trop méconnu en France, nous livre l'essentiel des pillages, plagiat et mythification de Marx et des marxistes.

Marx n'aura pas assez de qualificatifs glorieux pour démontrer la valeur scientifique des écrits de Proudhon, et il parlera de même de bon nombre de socialistes et communistes. Ensuite, c'est la volte-face, il attaque tous les socialistes qu'il dit utopiques ou bourgeois, et sa bête noire deviendra Proudhon.

Marx n'invente rien, il reprend toutes les idées des Saint-Simon, Considérant, Leroux, etc., et surtout Proudhon avec ses mémoires sur la propriété et ses définitions de la plus-value, du salaire, de la force collective et même ses critiques de l'Etat. Il reprend ces idées, les digère et les transforme avec son matérialisme dialectique. La manipulation faite, il accuse les autres de n'avoir rien compris.

Qui pourrait penser, alors, que toutes les sources de Marx viennent des « socialistes utopistes » et de Proudhon, surtout lorsque les éditeurs marxistes censurent, par exemple, pendant des dizaines d'années, la trentaine de pages apologétiques de Proudhon dans le livre de Marx : *La Sainte Famille* ?

Rucker décrit ensuite les rapports entre Marx et Lénine et il rappelle à Lénine, fustigeant les socialistes parlementaires, que c'est Marx et Engels qui ont embourbé le mouvement ouvrier dans la politique et le parlementarisme dans la Première Internationale.

Bakounine et l'Etat marxiste

Après cet aperçu de l'opposition Marx-Proudhon, Gaston Leval, auteur connu pour ses textes sur la révolution espagnole et sur Bakounine, nous retrace la continuité de cette polémique au travers de l'opposition Marx-Bakounine.

Alors que Proudhon entrevoit déjà ce que serait le communisme d'Etat et l'Etat ouvrier avant que Marx ait écrit dessus, Bakounine va pouvoir continuer Proudhon et entrevoir encore plus précisément les conséquences d'une prise de pouvoir marxiste, car lui a les textes de Marx sous les yeux.

Gaston Leval, au travers de nombreuses citations, nous donne les analyses de Bakounine sur l'Etat et la dictature du prolétariat.

Bakounine donne des leçons de sociologie à Marx en lui expliquant que l'Etat ne dépérira jamais de lui-même, et comme toutes les institutions, son objectif sera non seulement de se continuer, mais de se développer. En fait, au travers des contradictions de la « dictature du prolétariat », il nous démontre que les marxistes n'ont qu'un idéal : l'Etat absorbant toute la société, un nouveau pouvoir, une nouvelle dictature sur le prolétariat.

Loin de dire que le communisme d'Etat équivaut au libéralisme bourgeois, Bakounine reprend alors Proudhon et nous dit : « Notre grand et vrai maître à tous, Proudhon, a dit dans son plus beau livre : *De la Justice dans l'Eglise* et dans la Révolution que la plus désastreuse combinaison qui puisse se former serait celle qui réunirait le socialisme avec l'absolutisme. »

Combien de camps, de massacres et d'humiliations va-t-il encore falloir supporter pour se rendre compte que Proudhon et Bakounine ont eu raison rien que par un raisonnement logique à partir des théories de Marx ?

Brochure indispensable, à lire, donc.

Groupe Malatesta



« JAZZ EN LIBERTÉ »

le dimanche de 17 à 20 h

sur Radio-Libertaire (Paris et proche région)

JAZZ en liberté existe depuis février 1982 et la première émission fut consacrée à Thelonious Monk qui mourait quelques jours plus tôt... D'emblée, l'équipe animatrice de cette émission choisit de diffuser et de promouvoir essentiellement le jazz dit « free », mouvement musical qui prit naissance au début des années soixante, sous l'influence d'une poignée de musiciens noirs pour la plupart, pour protester contre des formes de jazz sans cesse récupérées par les pouvoirs esthétique et politique « blancs » aux Etats-Unis. Une musique qu'il fallait mettre à sa juste place ; une musique révolutionnaire, souvent partie prenante d'une lutte constante du peuple noir face à la domi-

nation « blanche » (lutte qui se développa en une solidarité envers les travailleurs du monde entier face au capitalisme). Le sujet fut traité non seulement sous l'aspect politique analysant le contenu marxisant ou même religieux du mouvement révolutionnaire noir (bon nombre de musiciens de free-jazz adoptèrent la religion musulmane et prirent des noms musulmans en signe de protestation contre la colonisation culturelle américaine).

Du free-jazz aux Etats-Unis, nous ne pouvions rester aveugles à ses conséquences en Europe qui débouchent sur la découverte des musiques improvisées européennes, avec un mouvement appelé pour plus de

facilité « free music » et qui englobe maintenant une grande quantité de musiciens qui, s'ils restent conscients de l'apport du free-jazz, veulent retrouver les racines de leur propre culture européenne.

Bien sûr, ces musiques (qui, par la force des choses, sont subversives) n'ont pas la faveur des médias gouvernementaux et même des radios libres, et Radio-Libertaire s'est trouvée seule (hélas) sur Paris à les diffuser. La difficulté pour les promoteurs de ces musiques actuelles est de briser chez le public les « a priori » esthétiques imposés par une éducation musicale soit absente, soit dictoriale (concept de « beauté » sonore, harmonie, mode, tonalité, etc.).

L'émission fonctionne avec un invité chaque dimanche ; c'est ainsi que nous avons pu recevoir des artistes de renommée mondiale et d'autres moins connus, mais qu'on gagne beaucoup à découvrir.

L'équipe de Jazz en liberté s'investit aussi, par la dénoncia-

tion, contre la politique du ministère de la Culture qui, s'il semble s'occuper un peu mieux de la diffusion du jazz et des musiques improvisées, évite de s'attaquer aux véritables problèmes que sont les taxes et charges imposées aux boîtes de jazz (les mêmes qu'aux boîtes de nuit...), ainsi qu'au monopole des marchés du disque, etc. Nous nous insurgons aussi contre les tentatives d'intégration, par le pouvoir, de la production de ces musiques dans le marché capitaliste (cf. les discours de Maurice Fleuret ou de Jean Casabalona, tous deux de la Direction de la musique), ce qui tôt ou tard étouffera ces modes d'expression vu les contradictions économiques constantes du système marchand actuel.

Mais point trop de discours et beaucoup de musiques dans l'émission *Jazz en liberté* que Jean-Pierre et Thierry vous convient d'écouter tous les dimanches, de 17 h à 20 h, sur « la Voix sans maître ».

Pour Jazz en liberté
Thierry

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 25 mai : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les femmes et le travail.
- L'invité quotidien » (20-22 h) : Gérard. Pour une ethnologie libertaire ; connaître et continuer l'œuvre de Pierre Clastres.
- Jeudi 26 mai : « La vie d'artiste » (14-16 h) : avec Francesca Solleville.
- « Si vis pacem » (18 h 30-19 h) : émission animée par l'Union pacifiste de France. Thème : la reconversion des usines d'armements.
- Vendredi 27 mai : « La bourse et la vie » (10-12 h) : comment construire son camping-car (avec un spécialiste).
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : « Zig Zag dans la savane ».

- Samedi 28 mai : « Croissant show » (9-12 h) : les journaux et les journalistes pendant la Commune de Paris. Avec J.-C. Friermuth du journal *Gavroche*.
- Dimanche 29 mai : « Omnibus 16 » (15 h 30-17 h) : avec Luc Mariani, musicien.
- Lundi 30 mai : « L'encre noire de l'histoire » (18-22 h) : El dorado.
- Mercredi 1^{er} juin : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Claire et Pascal Gennetier présentent le festival de la chanson vivante d'Estisac 83.
- Jeudi 2 juin : « La vie d'artiste » : avec (sous réserve) Jean-Roger Caussimon et le peintre José Balmes.

DU REMOUS DANS LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

CA bouge dans les universités françaises : assemblées générales peu remplies, il faut bien le dire, mais parfois houleuses ; manifestations un peu maigres, mais agressives. Qui est contre quoi (ou contre qui), et que signifie ce mouvement ?

L'université au service du capital

Une analyse globale n'est pas très aisée. Tout d'abord, un second projet de réforme de l'Enseignement supérieur (depuis 68), pondu cette fois-ci par un gouvernement de gauche. A première vue, il comporte bien des défauts : on y parle de sélection, de numerus clausus (1), de stages en entreprise.

Comment savoir ce qu'il en est réellement ? Le ministre Savary ne dit-il pas en substance dans *Le Monde* du 3 mai : sélection, oui, mais pas partout. Dans *Le Nouvel Observateur* du 6 au 12 mai, Laurent Schwartz, auteur du rapport sur l'Enseignement et la recherche pour la commission de bilan, déclare : « Faire une sélection à l'entrée de l'Université ne veut pas dire diminuer le nombre des étudiants. Cela veut dire une chose et une seule : orienter chaque étudiant en tenant compte de son cursus antérieur... Des accueils sélectifs, c'est-à-dire la possibilité pour ceux qui le désirent, et s'ils sont acceptés après examen du livret scolaire comme pour les IUT, d'être admis dans une section forte. »

Le numerus clausus ? Pour M. le recteur de l'Académie de

Lille par exemple, il n'en est pas question chez lui, dans les filières traditionnelles. Cela veut-il dire que l'on va créer de nouvelles filières, parallèlement à celles existant déjà, mais plus proches de « la réalité économique du pays » ? Des néo-IUT, en quelque sorte.

Quant aux stages, on en parle finalement peu en haut lieu. Dans le projet de loi, voici ce qui est dit : art. 3 «... en outre, la liaison de l'enseignement et de la vie professionnelle est assurée par des stages dans les entreprises publiques ou privées ou dans l'administration et par organisation d'enseignements par alternance ». Seront-ils imposés, indemnisés ? Le flou est de rigueur.

La grande idée est en tout cas d'intégrer au maximum l'université aux impératifs de la vie économique. Article 3 toujours : « les enseignements supérieurs sont organisés en liaison avec les milieux professionnels ; leurs représentants participent à la définition des programmes dans les instances compétentes... » De plus, les personnalités extérieures vont prendre une très grande part dans les conseils d'UFR (2) (Unités de formation et de recherche) : de 10 à 30%, cf. art. 26 (3). Qui seront-elles ? Les chefs d'entreprise locaux sûrement, les services publics aussi, d'où la fin probable d'une relative neutralité de l'Université vis-à-vis du patronat. L'Université, lieu de culture bourgeoise, coupée du monde du travail et perpétuant sa propre élite existe bel et bien. Mais ce projet tend

à renforcer cet élitisme en faisant d'elle un véritable vivier de futurs cadres supérieurs au service du capitalisme.

Étudiants, poil aux dents...

Face au mouvement étudiant et à ses dernières manifestations, comment s'y retrouver ? Les bons ne sont plus les mêmes. Les méchants sont dans la rue. Les bons, ce sont les étudiants « apolitiques ». Ils s'en réclament d'ailleurs haut et fort. Ce sont les mêmes qui, selon les sondages, veulent retrouver les bonnes vieilles valeurs traditionnelles (4). On les appelle la bof génération. C'est vous dire l'enthousiasme qu'elle contient. Dans les assemblées générales, leur attitude est significative : ils refusent des expressions telles qu'« ingérence du patronat », « économie capitaliste ». Ils refusent de faire grève pour cela. C'est politique, trop politique. L'un d'entre eux, à Lille, disait : « avec ce genre de slogan, on peut se faire récupérer ». Récupérer par qui, par quoi ? Le comité de coordination nationale des étudiants tient d'ailleurs à faire savoir son apolitisme (la plupart militent dans des organisations modérées ou de droite). Alors évidemment, les étudiants de droite, voire d'extrême droite, ont la tâche plus facile. Leur discours, moins dogmatique, colle mieux. Et même pas n'importe où, là où ils sont déjà bien implantés, ne serait-ce que dans les mentalités : en droit, médecine, pharmacie (ces deux dernières facs

n'ayant pas le même projet de réforme). En droit, les slogans vont surtout à l'encontre de Savary. A Lille II, une future juriste n'a-t-elle pas dit : « vaut mieux être facho que coco » (sic). On voudrait tellement revoir Giscard, refaire une université élitiste. A Lille II toujours, au cours d'une assemblée générale, certains ont affirmé que ceux qui n'avaient pas les moyens de faire des études n'avaient qu'à pas en faire... Ne nous méprenons pas. Les pavés gauchistes, c'est fini. La rue n'appartient plus aux mêmes. Non, il ne s'agit pas d'un Mai 68 à l'envers comme certains ont voulu le dire. D'une part, les provocations de l'extrême droite ressembleraient davantage à février 34. Et le reste, petite manif d'étudiants derrière le cortège des patrons des PME, tout cela est à hurler de rire.

Et les étudiants libertaires dans tout cela ? On se sent un peu seuls et marginalisés. Nos positions rejoignent bien globalement celles de l'UNEF ID (tendance trotskyste), mais celle-ci au niveau lillois s'est fait jeter (pharmacie, droit) ou s'est fait déborder par la droite ou les apolitiques, et finalement a peu réussi à mobiliser.

Soyons clairs : l'Université n'est plus un foyer d'agitation et de contestation révolutionnaires. Car mis à part les facs très réacs qui descendent encore dans la rue en faisant beaucoup de bruit, et donc le seul but est de déstabiliser le gouvernement, tout rentrera rapidement dans l'ordre, sans que rien ne

soit véritablement mis en œuvre pour lutter contre les points les plus graves de la réforme. Que faut-il faire pour remuer une masse inerte « soucieuse de son avenir », c'est-à-dire de son salaire du futur cadre ?

Le gouvernement n'a pas à s'inquiéter : les syndicats étudiants représentatifs sont prêts à beaucoup de concessions : l'UNEF ex-Renouveau (proche du PC) a tout fait pour empêcher un mouvement de contestation, d'où qu'il vienne ; l'UNEF ID tient à ce que la concertation ait lieu. Quelle concertation ? D'ailleurs Mauroy, le 12 mai, n'a-t-il pas lancé un appel lui aussi à cette fameuse concertation, tout en stigmatisant « les éléments incontrôlés », qu'il mâtera « comme la République a toujours su mâter ceux qui ne la respectaient pas ? »

Lydie
(groupe de Lille)

(1) Numerus clausus : quota d'entrée d'étudiants dans une UFR au moment de l'inscription.

(2) UFR : avant, il s'agissait d'Unité d'études et de recherche. Le changement de sigle exprime bien l'orientation que l'on tient à donner à l'Université.

(3) En revanche, les étudiants sont en net recul de représentativité dans ces conseils d'UFR : de 7,5% à 12,5%, dont au moins la moitié appartiendrait au troisième cycle, c'est-à-dire les étudiants travaillant déjà dans la recherche, DEA, DESS, doctorats.

(4) Selon le sondage réalisé par Le Nouvel Observateur auprès de jeunes ayant entre 15 et 20 ans : le mot « famille » est très important à 93% ; le mot « politique » est très important à 17% ; le mot « politique » n'est pas très important à 71% (12% sont sans opinion).

PRUDENCE EST MÈRE DE SÉCURITÉ



LES trois cavaliers, Chirac, Giscard et Barre ne caracolent pas à la tête des bataillons contestataires. Ce n'est pas qu'ils manquent de blancs panaches pour rallier les classes moyennes en rogne, mais, apparemment, ils jugent plus prudent de calmer leurs montures et de se tenir quelque peu en retrait. Il s'agit d'éviter les fausses manœuvres et les risques inutiles.

Chirac a adopté le profil bas. Il laisse faire et observe. Alors que son prestige grandit chaque jour davantage chez les boutiquiers et les PMI, chez les cadres et les paysans, il se préoccupe de mobiliser les maires et les élus locaux du RPR dont l'action est, dit-il, « la base indispensable de la reconquête du pouvoir national ». Voilà qui fait très radical, style III^e République...

Mais, en même temps, il encouragerait, dit-on, l'infiltration de ses militants dans les organisations de commerçants et dans des syndicats comme FO et la CFTC. A toutes fins utiles...

Par ailleurs, le RPR aurait élaboré un programme de gouvernement à appliquer immédiatement en cas d'arrivée au pouvoir avant les délais normaux avec, à la clef, réforme fiscale, développement de l'actionnariat et surtout la « dénationalisation » d'un vaste secteur (y compris ce qui avait été nationalisé en 1945... par de Gaulle !).

Le grand chef du RPR, on le voit, ne néglige aucune hypothèse. Et, s'il tourne la langue ou la plume sept fois avant de parler ou d'écrire, il laisse ses seconds couteaux lancer ces petites phrases assassines qui font mouche chez les boutiquiers et les petits patrons. C'est la division du travail...

De son côté, Barre, encore plus prudent que Chirac, se contente de multiplier les conférences devant les auditoires des clubs les plus sélects. Quant à Giscard, certains commentateurs estiment qu'il « intervient bizarrement » et que « sa stratégie est déconcertante ». Il laisse surtout parler ses comparses de l'UDF, tel Léotard, secrétaire général du Parti républicain qui (comme Le Pen) réclame la dissolution de l'Assemblée.

Mais voici qu'avec le révérend père Lecanuet se dessine une autre stratégie. Le leader des centristes doit estimer que Giscard

est trop dévalué pour pouvoir, avec ses seuls moyens, passer un jour devant Chirac. Il préconise donc l'entente avec les courants de « gauche modérée », il rêve d'un « grand centre » qui « rejette les communistes et les conservateurs-conservateurs ». Les Français, affirme-t-il, « voudraient qu'un homme comme moi et M. Rocard puissent s'entendre ». La sainte alliance de la démocratie chrétienne et du « socialisme » de même métal !...

Le curé normand a pris soin de se démarquer du Labbé chiraquien en proclamant que ce n'est pas chez ses amis que l'on entendrait dire que Mitterrand doit s'en aller. Et de préciser que rien ne peut obliger le père François à dissoudre l'Assemblée. Alors qu'il les vilipendait quand il se trouvait dans l'opposition, l'actuel chef de l'Etat use en effet des institutions de la V^e République à son grand avantage, y compris dans ses dispositions les plus contestées.

Ces institutions ont été précisément conçues pour assurer la stabilité du système parlementaire qui, jusqu'à présent, demeure aux yeux de la bourgeoisie le meilleur moyen de pérenniser sa domination. Il faudrait une forte aggravation de la crise pour qu'une fraction des classes dirigeantes soit tentée, à l'occasion d'un regain de tension, d'instaurer un pouvoir plus musclé. C'est une hypothèse qu'on ne peut exclure, mais il faut reconnaître que, pour l'instant, tous les politiciens de droite se montrent très, très prudents... Même le Parti des forces nouvelles affiche son légalisme !

Chacun de ces messieurs se contente donc d'avancer ses pions en catimini. Pendant ce temps, écoutez ce grand silence dans le monde du travail. A peine quelques chuchotements, de-ci, de-là. Est-ce rêver que d'espérer voir les exploités, un de ces jours, déranger le jeu ? Et même donner un bon coup de torchon ? Mais sans doute faudrait-il qu'ils commencent par un vigoureux coup de balai dans leur propre maison...

S. BASSON